

MOINS D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Diverses réformes de la réglementation ont amélioré l'efficacité dans les industries des transports, des télécommunications, des services financiers, des produits alimentaires et pharmaceutiques, et de l'exploitation des ressources naturelles.

Nombre de ces réformes ont avivé la concurrence dans la prestation de services aux entreprises internationales établies au Canada. De plus, le gouvernement fédéral a stimulé le libre jeu des mécanismes du marché en privatisant de nombreuses sociétés d'État œuvrant dans divers secteurs, notamment l'aérospatiale, les transports, les communications par satellite, la pêche, le pétrole et le gaz naturel. Les gouvernements provinciaux se sont mis au diapason de ce mouvement de réforme destiné à réduire l'intervention de l'État dans le marché.

PROGRAMMES D'AIDE AUX PME, À LA HAUTE TECHNOLOGIE ET À LA R-D

Le gouvernement du Canada a adopté divers programmes qui intéressent tout particulièrement les petites entreprises et les sociétés de haute technologie.

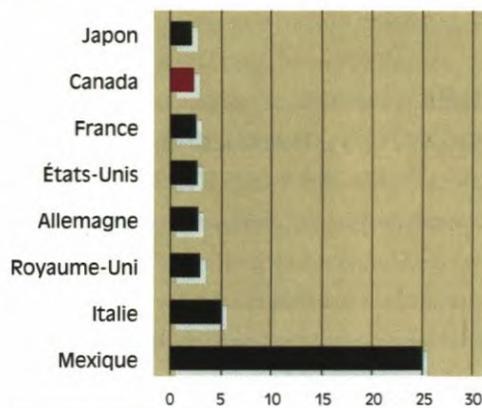
Industrie Canada est le principal véhicule d'initiatives visant à doter le Canada d'une économie moderne et compétitive. Outre les programmes de développement des investissements, de modernisation et de démarrage, il favorise la recherche et le développement industriels. L'aide financière est habituellement versée sous forme de contribution, remboursable ou non,

jusqu'à concurrence d'un pourcentage ou montant maximal.

Les programmes de subventions et de contributions comprennent :

- *le Programme de la microélectronique et du développement des systèmes;*
- *le Programme des technologies stratégiques;*
- *le Programme de commercialisation des techniques environnementales;*
- *la Campagne sectorielle des technologies de fabrication de pointe;*
- *la Campagne sectorielle de la microélectronique.*

Taux d'inflation annuel moyen
(Déflateur du PIB, 1990-1992; IPC pour le Mexique)



Source : FMI. *Statistiques financières internationales*, février 1993.

« NOTRE DÉCISION D'INVESTIR EN ALBERTA (CANADA) REPOSE SUR PLUSIEURS FACTEURS. NOUS AVONS ÉTÉ GRANDEMENT IMPRESSIONNÉS PAR LE DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE PROVINCIALE [...] AINSI QUE PAR LA PRÉSENCE D'UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE ET LE LIBÉRALISME DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA. »

— DAVID CAPLAN, PRÉSIDENT,
PRATT & WHITNEY CANADA